

Le POP Lausanne lance son troisième sondage de quartier

2



Covid-19 Les effets miroir d'une crise

3



Géants du numérique: la face cachée des GAFAM

4

ÉGALITÉ FISCALE

Taux d'impôts communaux à uniformiser

Dans le canton, l'impôt communal peut quasiment doubler d'un endroit à l'autre. Ceci sans aucun lien avec les prestations offertes.

Les communes «riches», comptant beaucoup de contribuables aisés, ont de fortes rentrées fiscales même avec des taux bas, ce qui attire de nouveaux contribuables aisés et leur permet de baisser encore davantage leurs taux. Ces gros contribuables manquent alors aux bourgs moins vernis, qui devront augmenter leurs taux déjà élevés, et ainsi de suite. S'ensuit la création de véritables oasis de richesse et des poches de pauvreté sur sol vaudois.

Longue lutte

Pour briser cette iniquité fiscale et ce double cercle vicieux, le député POP Vincent Keller a déposé une initiative parlementaire devant le Grand Conseil demandant l'instauration d'un «taux unique».

Une initiative populaire dans le même sens avait été refusée en 2001 malgré l'acceptation massive à Lausanne (60% de oui), Yverdon (60%), Renens (67%) ou Chavannes (67%). A l'époque, le Canton avait mis sur pied un contre-projet informel sous forme de péréquations intercommunales qui devaient à terme rapprocher les taux. Or 20 ans après, force est de constater que, comme l'avait prédit le POP, le but n'est pas atteint: les taux vont toujours de 46 à 84.

Les péréquations sont d'ailleurs de plus en plus largement contestées pour leur manque de transparence et de prévisibilité. Ainsi le canton est en train de mettre sur pied une nouvelle mouture qu'il veut simple, transparente, équitable, stable, facile à comprendre et non manipulable. Or avec les palabres qui s'annoncent entre canton et communes, où chacune voudra tirer la couverture à soi, on peut craindre une nouvelle usine à gaz.

Dans ce contexte, le POP propose la solution du «taux unique». Tous les contribuables payent leur impôt communal au taux de 68 (moyenne actuelle). Quant à lui l'entier de la somme est redistribué aux communes selon des critères objectifs comme le nombre d'habitants, de places de travail, les tâches d'utilité régionale financées par la commune, etc. C'est le seul système péréquatif à répondre parfaitement aux critères énoncés.

Solution attractive

En attaquant le mal à sa racine, la solution proposée a des avantages pour les contribuables et les communes. Elle garantit la justice fiscale: chaque contribuable paye ses impôts communaux au même taux, indépendamment de la richesse de



Le taux unique apportera équité et stabilité financière aux communes

Jeanne Menjoulet

ses voisins. Avec le taux unique, deux tiers de la population verra ses impôts diminuer, au détriment du dernier tiers dont les privilèges fiscaux seront supprimés.

Elle apporte équité et stabilité financière aux communes. De fait, deux localités de même importance auront les mêmes moyens financiers à disposition. Et les finances communales ne seront plus tributaires du déménagement d'un gros contribuable. En supprimant l'autonomie fiscale, elle donnera de l'autonomie financière à toutes les communes car elles auront toutes de

l'argent pour gérer librement leurs affaires sans nouvelles tâches prescrites. Les collaborations intercommunales seront facilitées et la cohésion cantonale ressortira renforcée.

Munie des 20 signatures de députés requises, l'initiative sera examinée par une commission du Grand Conseil, puis traitée en plénum. Soit elle sera acceptée, soit il faudra réunir 12'000 signatures pour une initiative populaire. Dans les deux cas, il y aura ensuite vote populaire car l'initiative vise un changement de la Constitution vaudoise. ■

Jean-Paul Dudt

Edito

Un dynamisme grandissant

Le 14 novembre dernier le POP vaudois a organisé, Covid oblige, son congrès annuel via une vidéoconférence. Des discussions sur la place de nos élu.e.s dans les conseils communaux et municipaux ont donné lieu à des échanges intéressants, des idées et propositions pour améliorer notre travail dans ces parlements. L'occasion aussi de réélire les instances dirigeantes du parti. Au-delà des discussions passionnantes qu'a produit ce congrès particulier, j'aimerais ici relever quelques faits constatés sur l'évolution du POP vaudois lors de ces dernières années.

D'abord, le point le plus important étant le dynamisme dans lequel le POP se trouve aujourd'hui. Les médias ont souvent affirmé, ces dix dernières années, que la formation était morte ou du moins déclinait sérieusement. En réalité, il n'en est rien. La preuve en est que ces deux dernières années, le POP n'a jamais eu autant d'adhésions. 2019 et 2020 ont vu le nombre d'adhésions annuelles tripler par rapport à la période 2008-2018. L'autre point positif en lien avec ces adhésions est leur diversité géographique. Elles ont touché toutes les régions du canton. Ce qui a permis de refonder, ce printemps, une section sur la Riviera et de renforcer la section de Nyon qui retrouve au fil des mois une nouvelle jeunesse, ainsi que celle d'Yverdon-Jura nord vaudois recréée en 2019. Il est donc indéniable que le POP est un véritable parti cantonal. Notre force est d'être actif tant au niveau local qu'au niveau cantonal, que ce soit par des actions concrètes sur le terrain ou par des Conseil communaux ou via le Grand Conseil.

Cerise sur le gâteau en cette année 2020, 50% des nouveaux adhérent.e.s ont moins de 30 ans. Ce qui démontre, d'une part, que la relève est assurée et de l'autre que les idées marxistes, anticapitalistes sont une solution pour une jeunesse qui ne voit plus vraiment de sens à la course effrénée aux profits et à la destruction de notre planète.

En ces temps de crise, nous aurions pu croire que les gens avaient d'autres préoccupations que d'adhérer à un parti politique. En réalité beaucoup veulent s'engager pour se rendre utiles, avoir du débat d'idées et essayer de changer le monde à leur échelle en y apportant plus de solidarité. D'ailleurs, nous pourrions constater, lors des élections communales de l'année prochaine que dans des multiples régions du canton, des membres du POP veulent s'engager pour leur ville, ce qui nous semble très réjouissant.

Oui, le POP Vaudois est sur une pente ascendante, grâce au travail de militants et militantes qui chaque jour font vivre ce parti, le développent, l'enrichissent, le font grandir et je les en remercie chaleureusement. Mais nous avons encore besoin de forces afin que nos idées pour un monde plus social et juste économiquement deviennent majoritaires. Alors, vous aussi, vous pouvez franchir le pas en nous soutenant ou en vous engageant dans cette grande famille qu'est le POP.

Christophe Grand
Secrétaire cantonal du POP Vaud

TÉMOIGNAGE

J'ai épousé une infirmière

Je vous avais écrit il y a 2 ans pour partager la vie d'une épouse infirmière. Un moyen de pouvoir rendre compte du quotidien de cette profession qu'on applaudit à grandes mains. Mais pour qui rien n'avance vraiment.

Depuis, mon épouse qui a commencé à travailler fin 2016, est déjà la deuxième plus expérimentée de son service. Oui, car la durée de vie professionnelle d'une infirmière à plein temps à l'hôpital se situe entre 2 et 5 ans. Alarmant, n'est-ce pas?

Cela est bien connu de nos dirigeants. Pourtant, ils ne semblent pas s'en soucier, même quand arrive une crise sanitaire sans précédent, mettant sous pression ce personnel et en lumière – pour celles et ceux qui en doutaient encore – leur absolue nécessité en première ligne. Cela aura au moins eu le mérite de mettre d'accord l'ensemble de la classe politique, car aucun élu n'aurait l'audace de contester l'importance de ces professionnels.

Meilleures conditions de travail

Mais malheureusement ça s'arrête là. Car certains ont eu beau proposer améliorations des conditions de travail, meilleure dotation en personnel

ou encore une prime exceptionnelle, la majorité politique de droite refuse encore et toujours d'entrer en matière, prétextant encore et toujours vouloir contenir les coûts de la santé! Ceci en dépit du fait que de meilleures conditions de travail permettent une meilleure qualité des soins, ce qui engendrerait de facto une baisse des coûts. Et tout cela sans compter ceux causés par les burn-out chez le personnel soignant. CQFD mesdames et Messieurs les grands économistes. Et ça, je dois l'expliquer à mon épouse quand je rentre du Grand Conseil, alors que j'aimerais tant pouvoir rentrer à la maison avec de bonnes nouvelles pour elle et pour l'hôpital public.

Personnel et moyens supplémentaires

Pourtant, le personnel infirmier l'a bien compris lui, car c'est sa première et principale revendication. Avant de demander un meilleur salaire, plus de vacances, une prime, ce qu'ils et elles demandent, c'est plus de personnel qualifié et de

moyens dans les services pour pouvoir mieux s'occuper de leurs patients; mais aussi afin d'exercer correctement la profession qu'ils et elles ont choisie et pour laquelle ces personnes ont investi 4 ans de leur vie à être formé.e.s, sans avoir l'impression de bâcler leur travail ou d'avoir trop vite quitté un patient, faute de temps.

Cet état de fait affecte mon épouse, je le vois bien. Mais je sais qu'elle et ses collègues ne baisseront pas les bras, ce qui me rend très fier et force mon respect. Non seulement pour ma femme, mais pour l'ensemble de la profession dont on minimise la complexité de l'activité.

Sinon, à part ça qu'a-t-elle reçu, de même que ses collègues, pour leur implication sans faille durant la pandémie? Un gel hydroalcoolique et un pot de Nivea... Ah oui, elle a aussi reçu vos applaudissements chaque soir à 21h. Et même si ça ne l'aide pas à se nourrir, ça lui a donné le sourire et bon sang ce que j'aime la voir sourire! ■

Céline Misiego

DÉMOCRATIE

Sondage de quartier, la vraie démocratie

Le POP Lausanne lance son troisième sondage de quartier concernant la Borde. Une occasion de mettre la parole des habitant.e.s au premier plan. Et d'offrir une autre vision de l'urbanisme et de la démocratie.

Quelle est la place du sondage en politique? En octobre dernier, la presse parlait du syndic de Nyon pour avoir commandé un sondage auprès des habitant.e.s de sa commune. D'un coût de 10'000 francs, l'opération devait lui permettre de préparer les élections du printemps 2021. Il a refusé d'en rendre les résultats publics, suscitant la polémique parmi ses concitoyen.ne.s. Plus généralement, les sondages, cela peut aussi être des appels téléphoniques non souhaités, des questions plus ou moins tendancieuses, des formulaires plus ou moins crédibles proposés par les journaux en ligne.

Cap au meilleur ou au pire

Tous ces exemples nous rappellent que les sondages mêlent souvent le meilleur avec le pire. Du côté positif, les sondages s'intéressent à l'opinion de la population, et donnent la parole à chacun.e d'une manière simple. Côté négatif, leurs questions ne sont pas toujours neutres, elles nous prennent souvent de court et ne permettent pas une vraie discussion. Et surtout, leurs résultats sont souvent utilisés en priorité comme des informations devant servir des intérêts privés. Alors comment intégrer le sondage dans une démarche réellement démocratique, dans une démarche qui donne du pouvoir à la population?

Un sondage de quartier du POP, ce n'est pas seulement un formulaire à remplir. Ce sont aussi stands, rencontres avec les associations du quartier. Mais aussi des occasions d'échanger avec les personnes ou les collectifs qui s'impliquent sur leur lieu de vie. Le sondage est aussi un outil simple, pour permettre aux passant.e.s de tous âges et de toutes origines de se prononcer. Sur la Riponne, il s'accompagnait d'une carte géante de la place, où petits et



Vue de la Place du Tunnel, au bas de la rue de La Borde à Lausanne

DR

grands pointaient les lieux qui les intéressaient. A la Bourdonnette, des femmes d'un cours de français parlaient du souci que leurs enfants évitent les mauvaises fréquentations. A la Borde, deux retraités étrangers comptaient leurs années en Suisse et racontaient les espaces de verdure cachés du quartier. Un public que l'on ne touche généralement ni par sondages téléphoniques ou réunions d'urbanisme.

Interrogations ouvertes et relais

Les sondages du POP ont des questions simples et assez ouvertes: ma relation au quartier, ce que j'aime, n'aime pas, aimerais. Ces sondages ne sont pas de simples «aides à la

décision» pour les responsables politiques; ce sont des manières de donner la parole à la population. Le rôle du POP n'est donc pas seulement de récolter des réponses, mais aussi de faire un retour dans le quartier, et de relayer au niveau politique ce qui nécessite de l'être.

La vision ressortant des sondages est souvent différente de celle qui apparaît dans les médias ou les débats politiques; et c'est peut-être aussi une autre approche de l'urbanisme qui en surgit. Le quartier n'est plus traité selon des enjeux généraux de logement, de mobilité, de sécurité, mais comme un lieu à vivre, qui ne se réduit pas à diverses fonctions. Et naturellement, les inté-

rêts commerciaux ou spéculatifs ne se trouvent plus au premier plan.

Ainsi, la Place de la Riponne était largement identifiée comme lieu de marché, et la problématique de deal apparaissait de manière beaucoup plus discrète, en particulier pour les personnes habitant Lausanne. A la Bourdonnette, c'est le manque de commerce répondant aux besoins qui ressortait, loin devant d'autres sujets plus médiatisés. En général, les infrastructures publiques telles que les postes de quartier sont plébiscitées. Les sondages de quartier contribuent à rendre visible ce regard sur la ville, souvent occulté. Les sondages de quartier participent aussi à une vision de la poli-

tique qui ne se fait pas simplement pour la population mais avec elle. Beaucoup l'ont sans doute vécu et apprécié: les stands ne se résument pas à des distributions de tracts ou des récoltes de signatures. Ce sont des moments de débats, des occasions d'entendre idées et histoires qui alimenteront notre engagement. C'est un élément essentiel à une politique populaire; et si nous le défendons de différentes manières, les sondages de quartier lui donnent une forme claire et une nouvelle visibilité! ■

David Payot

Pour donner votre avis sur le quartier de la Borde, rendez-vous sur: <https://popvaud.ch/questionnaire-quartiers>

ÉCOLOGIE

Un Chablais respectueux de l'environnement

La présence de fongicides dans les sols est une grave menace. Deux conseillers communaux POP agissent face au déclin de la biodiversité.

Bernard Borel et Christophe Grand, conseillers communaux POP dans la région du Chablais, le premier à Aigle et le second à Bex, ont déposé ces dernières semaines plusieurs interventions en lien avec l'écologie. D'abord en questionnant leur municipalité respective sur la qualité des eaux relativement à la présence possible de chlorothalonil. Ce produit est un fongicide chimique utilisé régulièrement dans la viticulture et l'agriculture. Il est commercialisé notamment par Syngenta depuis les années 70 et finalement interdit en Suisse depuis le 1er janvier dernier.

Potentiellement cancérigène

Les réponses données par les deux municipalités sont jugées plutôt satisfaisantes, puisque les deux communes ne sont visiblement pas

touchées par une pollution au chlorothalonil. Ce qui n'empêche pas les vigneron·nes d'utiliser désormais d'autres fongicides tel le Pergado. Celui-ci est commercialisé par Syngenta et la notice du fabricant mentionne qu'il est potentiellement cancérigène! À Bex, le syndic a proposé au législatif de classer définitivement cette interpellation sans y répondre, jugeant que cette problématique n'existe pas dans la commune. Il aura fallu que Christophe Grand dépose une résolution demandant que la municipalité argumente face aux huit questions posées pour avoir des réactions écrites.

Dans les deux cas, les deux conseillers ont jugé que leurs municipalités pourraient en faire davantage pour transformer en parcelle 100% biologique leurs terres agricoles et viticoles cultivées. Dès lors, Bernard Borel a déposé une

motion transformée en postulat, demandant à la Municipalité d'Aigle de présenter un préavis proposant un chronogramme (agenda) et une stratégie globale pour convertir progressivement l'ensemble des parcelles cultivables (viticoles et agricoles), dont la commune est propriétaire en cultures sans usage d'agrochimiques. Ce postulat a été accepté à l'unanimité par une commission. Une motion allant en ce sens devrait être déposée dans un prochain Conseil à Bex.

Agir pour la biodiversité

Nous devons apporter des solutions pour stopper ou diminuer la pollution liée à l'agriculture intensive et l'utilisation de produits phytosanitaires souvent classés comme cancérigènes par l'OMS. Ainsi les deux conseillers communaux rappellent l'importance de réfléchir à consom-

mer plus local, de défendre des circuits courts de consommation, les coopératives agricoles et la vente directe. Il est aussi essentiel de produire et consommer tout en s'assurant que notre manière de faire ne nuise pas à notre santé, ni à celle de notre environnement.

D'ailleurs le POP se bat depuis de nombreuses années pour une agriculture locale, saine et respectueuse de l'environnement. Avec un soutien inconditionnel au principe de souveraineté alimentaire et une amélioration des rémunérations de nos producteurs. C'est pourquoi toutes les actions pour lutter contre la destruction de notre terre et de la biodiversité, à quelque échelle que ce soit, sont importantes. Cela montre que nous pouvons et devons agir au niveau communal. ■

Christophe Grand

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / Responsable: Christophe Grand / Téléphone: 021 312 06 76 / E-mail: info@popvaud.ch / Abonnements: info@popvaud.ch / CCP Résistance: 10-769952-7 / Maquette et mise en page: Solidaridad Graphisme / Corrections: Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

COVID-19

Les effets miroir d'une crise

Sous crise pandémique, des réseaux de solidarité ont surgi des failles du système de l'action sociale. Des actions développées dans la commune de Renens pourraient être un laboratoire de nouvelles perspectives.

La première mobilisation a visé à pallier l'absence de revenus des travailleurs et travailleuses précaires et des personnes sans statut légal. Ces personnes vivent en Suisse. Elles sont insérées dans des réseaux informels et font leur existence au fil d'emplois précaires, de ménages ou de chantiers, et de soutiens locaux. Elles font fonctionner l'économie alors qu'elles n'ont peu ou pas d'identité administrative, au sens où le veut la possession d'un statut de séjour et, avec lui, de droits sociaux.

Dispositifs bricolés dans l'urgence

Cette réalité est apparue soudainement au grand jour, notamment à travers l'émergence de files d'attente devant des lieux assurant une distribution de nourriture. Les associations caritatives se sont appuyées sur les fonds récoltés par leurs propres moyens et ceux de la Chaîne du bonheur. Elles ont créé des dispositifs de fortune pour répartir au mieux les fonds (limités) à disposition. A Renens, le tissu associatif, notamment le Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers et la Pastorale de la rue, a permis d'agir rapidement, à l'échelle du district, pour soutenir plus de 150 personnes.

La seconde mobilisation s'est déployée dans des lieux d'accueil. La Ville de Lausanne a mis en place des hébergements d'urgence pour les sans-abri, de jour et de nuit, afin de limiter les regroupements des personnes sans logement. La ville de Renens s'est proposée en renfort et a mis sur pied un accueil de jour. On y sert des repas et plusieurs dizaines de bénévoles se relayent pour accueillir les gens. Les personnes sans-abri, cibles de cet accueil de jour, ne sont pas les seules à venir. D'autres le font, comme les personnes usagères des activités habituellement proposées par les associations caritatives locales, stoppées net par la menace d'une contamination.

Rencontres singulières

L'accueil de Renens voit arriver progressivement près d'une trentaine de personnes. Les bénévoles qui s'y relaient fuient la solitude du télétravail, le décalage entre l'inactivité forcée et le sentiment d'urgence. Au fil des jours, l'accueil devient le théâtre de rencontres entre des populations qui, habituellement, ne se rencontrent



Durant la pandémie du printemps, un lieu de rencontre a été installé dans une église de Renens.

Crédit

pas. Les parcours de vie défilent: existences marquées par le travail précaire, conditions d'hébergement insoutenables, parcours de détenu.e.s, résignation, enfermement familial ou solitude. En outre, la frontière entre bénévoles et bénéficiaires est poreuse, laissant les un.e.s et les autres libres de la franchir.

En juin, la vie reprend. Les bénévoles se raréfient. On passe à un repas par semaine. Il reste néanmoins le goût de l'expérience. En fait, ces personnes accueillies dans ces centres bricolés en urgence manifestent un besoin qui était là avant et qui pose un défi à l'action sociale. D'une part, des zones de non-droit sont clairement apparues. D'autre part, certain.e.s bénéficiaires de services sociaux semblent s'y sentir coincé.e.s comme dans des giratoires sans sortie.

Pendant le confinement, ces personnes ont bénéficié d'un espace-temps où les frontières entre catégories sociales se sont amenuisées. Ces deux groupes, qui ne sont nullement homogènes, posent différents

dilemmes aux représentant.e.s des politiques locales qui les côtoient. Leur action, souvent conditionnée par des critères institutionnels et légaux, est limitée. Elle est aussi complexe: inclure toutes les personnes qui vivent ici, même celles qui le font clandestinement; reconnaître le parcours de chacun.e et leur offrir une réelle «prise en compte» plutôt qu'une prise en charge; répondre aux urgences, mais privilégier l'inclusion plutôt que la charité.

La perspective de faire société

Comment donner un sens à ces expériences rendues possibles par la crise du Covid? «Prolonger en temps de paix la solidarité du temps de guerre»: cette citation de Pierre Laroque (ancien directeur de la sécurité sociale de 1944 à 1951 en France, ndlr), à replacer dans le contexte de la création de la sécurité sociale en France, résume bien le propos. La crise du Covid a montré la nécessité de «faire société» pour les acteurs et actrices locales. La présence forte d'une soli-

darité s'est exprimée d'autant plus que le rythme qui définit habituellement nos existences a laissé de la place à d'autres manières de faire.

Comment poursuivre l'expérience au-delà de la crise? Pourrait-on imaginer de nouvelles formes de systèmes sociaux, plus ancrées dans le local, plus en mesure d'en montrer la réalité? Agir pour faire coïncider les besoins et les réponses? Ce qui, en temps normal, représente un dilemme pour les acteurs et actrices des politiques locales est devenu, le temps de la crise, une évidence. Faire société, c'est inclure tout le monde. C'est la leçon à tirer de ces expériences, bien réelles, qui constituent le socle d'une perspective à créer. ■

Karine Clerc, chargée d'enseignement à la HETSL (HES-SO), conseillère municipale Enfance et cohésion sociale, Renens.

Tiré du dossier «Travail social et Covid-19» coordonné par la Haute école de travail social Fribourg et REISO. www.reiso.org/articles/themes/covid-19/6539-les-effets-miroir-d-une-crise

En bref

Lausanne

Le POP Lausanne a organisé fin octobre une journée conviviale de réflexions sur la question écologique. Différents collectifs tels que la grève du climat, Extinction rébellion ou Stop 5G étaient présents. Vincent Keller a aussi développé ce que le POP a réalisé au Grand Conseil sur ces questions. Les conseiller.ière.s du POP Lausanne ont aussi parlé des actions menées au Conseil communal de Lausanne. Enfin des tables rondes POPulaires ont amené des réflexions sur le rôle de notre parti au sujet des enjeux écologiques.

Au Conseil Communal, Johan Pain a demandé à la Municipalité d'intervenir auprès de TL pour diminuer la publicité dans les transports publics lausannois et même d'interdire les pubs qui contredisent l'intérêt public comme sur la vente de voitures.

Laura Manzoni est intervenue pour demander à la Municipalité de proposer une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement visant à assurer l'accès à des logements abordables pour les Lausannois.e.s. ■

Renens

Par la voix de Silvio Torriani, la fourmi rouge souhaite que la Municipalité de Renens élabore un préavis pour supprimer la publicité commerciale dans l'espace public.

Nicole Haas Torriani, au nom du collectif Générations Féministes, propose, via un postulat, que la Municipalité rebaptise le square de la place du marché, en le renommant «espace ou parc du 14 juin».

Dans une interpellation, Suzi Sisto-Zoller et Verena Berseht, interrogent la municipalité sur les horaires d'un nouveau commerce dans la gare qui est ouvert 7 jours sur 7 de 5h à 24h. Se demandant si ce commerce ne contrevient pas aux dispositions cantonales sur les horaires d'ouverture. Et interpellent la Municipalité pour savoir si elle a été consultée sur ce projet et l'a contesté. ■

Riviera

Dans la petite commune de Corsier-sur-Vevey, Yvo Piazza, jeune enseignant trentenaire, vient de faire son entrée au Conseil Communal de Corsier, dans le groupe PS et POP. Avec Bernard Caron, il devient donc le deuxième conseiller POP de la commune. Le POP vaudois a réalisé une interview de notre camarade que vous pouvez lire sur notre site internet. ■

<https://popvaud.ch/2020/09/28/interview-yvo-piazza>

Jura Nord vaudois

Notre camarade Zakaria Dridi, gymnasien de 19 ans et actif dans le collectif de la grève du climat, fera son entrée au Conseil communal de Sainte Croix, lors du prochain conseil de décembre. ■

Le POP en ligne

www.popvaud.ch

[pop.vaud](https://www.facebook.com/pop.vaud)

[@POPVaud](https://twitter.com/POPVaud)

[@pop_vaud](https://www.instagram.com/pop_vaud)

[POP Vaud](https://www.youtube.com/channel/UC...)

HOMMAGE

Simone Szenyan s'en est allée

Simone Szenyan, militante de la Fourmi Rouge, section du POP de Renens, vient de nous quitter. Qualifiée de «battante» dans le portrait du journal de la Fourmi rouge de janvier, suite à son long combat contre la maladie, et son retour, en chaise roulante, au Conseil communal. Son engagement politique pour la commune de Renens (elle a siégé durant 26 ans au Conseil communal!) dans le groupe Fourmi rouge auquel elle a toujours participé activement, et au sein de plusieurs associations (Femmes solidaires sans frontières, l'AVIVO en particulier) fait d'elle une figure importante de la vie renanaise.

Courageuse, solide, d'une vraie gentillesse, à l'écoute des autres, discrète et toujours souriante, elle laisse un grand vide dans nos cœurs. Merci à toi chère compagne de nos luttes, ton courage sera le nôtre! ■



Simone Szenyan a siégé durant 26 au Conseil communal de Renens.

DR

MULTINATIONALES

La face cachée des GAFAM

La crise du Covid a accentué le monopole exercé par les géants du numérique, critiqués pour ne pas respecter la vie privée des utilisateurs. Retour sur les nouvelles armes économiques au service de multinationales américaines.

En 2013, le lanceur d'alerte et informaticien américain Edward Snowden révélait la plus grande opération d'écoute et de surveillance de masse dans l'histoire de l'humanité. Au cœur de ce scandale, nous trouvons le gouvernement étasunien et les GAFAM. Il s'agit de Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, ces géants de l'informatique qui envahissent notre quotidien. Avec leurs smartphones, ordinateurs, logiciels, réseaux sociaux et autres services en ligne que nous utilisons pour travailler, nous divertir, nous former et communiquer, ils ont colonisé l'ensemble de nos activités professionnelles, sociales et personnelles. Leurs outils d'intelligence artificielle traitent nos données, ils savent tout de notre vie et de nos habitudes. Ils peuvent nous géolocaliser, savoir avec qui nous parlons ou échangeons, ils analysent les contenus de nos conversations WhatsApp et SMS, lisent nos mails, savent ce qu'ils pourraient nous vendre.

Les GAFAM sont les premiers artisans d'un monde aux accents orwelliens. La crise du Covid a encore augmenté notre dépendance aux produits numériques. Ainsi au travers du télétravail, on observe une augmentation de l'usage des vidéoconférences, du partage de fichiers à distance et de la communication par mail. Mais sommes-nous armés sur le plan technologique et législatif pour protéger l'accès à nos données personnelles et professionnelles? Il est permis d'en douter.

Si c'est gratuit, nous sommes le produit

Facebook et Google sont truffés de dispositifs de traçage. Ils permettent la récolte de gigantesques quantités d'information sur les profils, les centres d'intérêt et les habitudes des internautes. Nos profils sont ainsi ciblés dans le cadre de campagnes publicitaires. De plus en plus de voix s'élèvent contre l'utilisation de ces données sans le consentement des utilisateurs. Pourtant, les nouvelles dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE prévoient bien la possibilité d'actions collectives.

Les acteurs du web que sont Google, Facebook et les autres ne respectent pas les règles dans leur manière de recueillir le consente-

ment des internautes avec un système de cases précochées ou de clauses interminables que personne ne lit. Mais qu'il faut accepter pour continuer à utiliser la plateforme. Et ne pas être privé de services populaires, indispensables dans certains secteurs professionnels.

Optimisation fiscale

L'optimisation fiscale (pour ne pas dire fraude fiscale) a permis aux géants du numérique d'éviter le paiement d'impôts et de taxes à la hauteur de plusieurs milliards d'euros dans toute l'Europe. Certains pays comme la France ont réagi avec la mise en place de la taxe GAFA. Ce qui avait fait hurler Donald Trump, estimant qu'elle visait «injustement les entreprises américaines». En Suisse, il y a le lancement d'une initiative populaire proposant l'instauration d'une microtaxe sur toutes les transactions électroniques: achats en ligne, paiements par carte de crédit et ventes de titres. Ces mesures restent bien timides, alors qu'une coordination à l'échelle européenne semble indispensable afin de lutter efficacement contre ces cas de fraudes. Et rappelons que les taxes, contrairement aux impôts, désavantagent surtout les petits revenus.

Les GAFAM concentrent leurs divisions les plus stratégiques sur la côte ouest des États-Unis et ne créent que très peu d'emplois à l'étranger. Les équipes locales s'occupent essentiellement de la relation client et du marketing.

Amazon commence aussi à s'implanter en Suisse avec ses centres de bases de données AWS. Grand gagnant de la crise Covid, le géant du commerce en ligne est régulièrement dénoncé pour ses conditions de travail difficiles et pour ne pas suffisamment protéger la santé et la sécurité de ses employés.

Pour le moment, nos gouvernements n'ont pas su amener les réponses adéquates tant au plan législatif que technologique pour la protection de nos données. Au contraire, ce sont les USA qui ont mis en place toute une série de nouvelles lois extraterritoriales. Elles leur permettent de rendre leurs activités d'espionnage (via les GAFAM) légales partout dans le monde. Il y a le Patriot Act (lutte contre le terrorisme), le Foreign Corrupt Practices Act (lutte contre la corruption



Les multinationales digitales à la tête d'un monde orwellien.

Jules Xénard

dans les transactions internationales), le Foreign Account Tax Compliance Act (fiscalité), la loi Helms-Burton (loi sur les embargos) et plus récemment le Cloud Act. Celui-ci permet à l'administration américaine de consulter les données numériques stockées à l'étranger à travers nos courriels, photos, chats audio et vidéo, historiques de navigation et de recherche.

Racket d'entreprises européennes

Ces lois extraterritoriales sont les nouvelles armes économiques du 21^e siècle. Sous couvert de la lutte contre le terrorisme et la corruption, les GAFAM fournissent toutes les données des entreprises au gouvernement américain. Ce dernier peut sanctionner tout acteur économique qui enfreindrait cette législation, même s'il trouve hors des États-Unis. Credit Suisse et UBS avaient été ainsi condamnés à de très lourdes amendes se chiffrant à plusieurs milliards de dollars suite à la violation de l'embargo touchant l'Iran, le Soudan, la Libye et Cuba. Novartis, ABB ou encore l'assureur Zurich Financial Service ont eux aussi dû s'acquitter de lourdes amendes.

En France, la filière nucléaire d'Alstom avait écopé d'une amende de plus de 772 millions de dollars, ce qui avait obligé ses dirigeants à vendre la filière à son concurrent américain General Electric. Le but est d'affaiblir les concurrents des grandes entreprises américaines. À chaque fois, ce sont les GAFAM qui transmettent les données des entreprises européennes au département de la justice des États-Unis. C'est tout simplement un système de racket organisé à l'échelle mondiale.

Solutions locales

Trois députés vaudois ont déposé un postulat « Pour sortir de notre dépendance numérique américaine et reconstruire une informatique de confiance, locale et résiliente ». Le popiste Vincent Keller a expliqué à la presse que « c'est très important de montrer que, malgré nos partis différents, nous tirons à la même corde face au même adversaire. » Le monopole exercé par les GAFAM dans le secteur de l'informatique est tel qu'il est difficile de proposer des alternatives sans action politique forte. ■

Idriss

Les popistes s'engagent de plein de manières différentes pour notre avenir. Et vous, quel type de popiste êtes-vous?

L'organisatrice

Le rédacteur plein d'idées

La militante de terrain

L'indigné actif

La contributrice généreuse



ADHEREZ AU POP VAUD - POPVAUD.CH/ADHERER

Participez à un mouvement combatif et rassembleur au service des travailleurs et travailleuses de notre canton!